

Séance du 28 septembre 2021

DELIBERATION
N° CFVU-2021-23-AES-002

RESULTAT DU VOTE
Nombre de votants : 31
Voix favorables : 31
Voix défavorables : 0
Abstentions : 0

portant modification du régime des études et contrôle des connaissances et compétences du



Master deuxième année
Domaine Droit, Economie, Gestion
Mention Administration Economique et Sociale
Parcours Gouvernance des Entreprises
Pour l'année universitaire 2021/2022

- Vu le code de l'éducation, et notamment :

- les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
- son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
- les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
- les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
- les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
- les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
- les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
- les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master,
- Vu l'arrêté d'accréditation relatif au contrat quinquennal 2021-2025,
- Vu la délibération du CA relative aux capacités d'accueil, et aux modalités d'admission au titre de l'année universitaire concernée,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de faculté en date du 25 Février 2021,
- Vu la délibération de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire n°CFVU-2021-03-AES-016 en date du 6 avril 2021,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du **Master Deuxième année, Domaine Droit, Economie, Gestion, Mention Administration Economique et Sociale, parcours Gouvernance des Entreprises** sont modifiées comme suit :

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 Objectifs de la formation

Le Master Droit, Économie, Gestion, Mention Administration Economique et Sociale parcours Gouvernance des Entreprises est une formation universitaire permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et des compétences en compréhension des phénomènes et des processus sociaux, économiques, juridiques et politiques.

Informations complémentaires sur la formation

Vous trouverez sur la page internet de votre formation, notamment la fiche formation, et la fiche RNCP.

Dans le cadre de l'amélioration continue des formations, vous pouvez être amené à répondre à une enquête de satisfaction sur votre/vos formations, enseignements. Les résultats de ces enquêtes seront examinés par le conseil de perfectionnement de la mention de votre diplôme.

ARTICLE 2 Conditions d'accès

Droit à poursuite d'études : l'étudiant ayant été sélectionné à l'Université Toulouse 1 Capitole en 1^{ière} année de master Mention Administration Economique et Sociale peut s'inscrire dans l'un des parcours-types de la Mention après accord de la commission pédagogique.

Pour tous les autres cas : l'admission en Master 2 pour les étudiants ne bénéficiant pas d'un droit à poursuite d'études dépend des capacités d'accueil et est subordonnée au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier. L'admission est prononcée par le Président de l'université sur proposition de la commission d'admission.

ARTICLE 3 Redoublement

La possibilité de redoublement en 2^{ème} année de master n'est pas de droit. Elle est soumise à la décision du jury d'examen.

Le (la) président(e) autorise les redoublements sur avis du jury de diplôme.

ARTICLE 4 Mobilité Internationale - Césure

Les dispositions favorisant la mobilité internationale des étudiants sont applicables aux étudiants de la 2^{ème} année du Master Droit, Économie, Gestion, Mention Administration Economique et Sociale, parcours Gouvernance des Entreprises, selon la procédure prévue par l'arrêté du Président de l'Université Toulouse 1 Capitole en date du 10 octobre 2011 relatif à la mobilité internationale.

Une période de césure constitue "une période pendant laquelle un-e étudiant-e, inscrit-e dans une formation initiale d'enseignement supérieur, suspend temporairement ses études dans le but d'acquérir une expérience personnelle ou professionnelle, soit en autonomie, soit encadré dans un organisme d'accueil en France ou à l'étranger." (Décret n°2018-372 du 18 mai 2018 relatif à la césure d'études supérieures).

La césure ne peut être supérieure à deux semestres consécutifs, le début de la période de césure doit correspondre avec celui d'une année universitaire.

Les calendriers et procédures sont fixées par le président(e) de l'établissement.

TITRE II – ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5

Organisation de la formation

Le Master 2^{ème} année Droit, Économie, Gestion, mention Administration Economique et Sociale, parcours Gouvernance des Entreprises est accessible en formation initiale ou en alternance, dont les spécificités sont décrites dans l'article « Professionnalisation – Mission en entreprise » ci-après.

Il comprend deux semestres et est composé d'unités d'enseignement (UE) correspondant à des blocs de compétences, donnant droit à des crédits (ECTS). Les compétences associées à chaque bloc de compétences sont définies en annexe 2.

Le premier semestre comprend un bloc de compétences transversales (4 UE), un bloc de compétences disciplinaires (2 UE) et un bloc de compétences de spécialité (2 UE). Le second semestre comprend un bloc de compétences transversales (2 UE) et un bloc de compétences de spécialité (2 UE), totalisant respectivement 34 et 26 crédits.

Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

Langue des enseignements : hormis les cours de langues vivantes, les enseignements sont dispensés en français, en anglais ou en espagnol.

L'enseignement comprend des cours magistraux (CM) et des travaux dirigés (TD).

ARTICLE 6

Organisation des travaux dirigés (TD) et obligation d'assiduité

Les travaux dirigés sont assurés et notés sous la responsabilité des enseignants titulaires du cours magistral. L'assiduité et la participation sont prises en compte dans la notation. L'assiduité est obligatoire et est contrôlée par l'enseignant chargé de TD. La participation est prise en compte à la discrétion du chargé de TD.

Après trois absences non justifiées en TD, l'étudiant se voit attribuer la note de zéro.

Les justificatifs d'absence doivent parvenir à l'enseignant en charge du TD lors de la séance qui suit l'absence.

La présence en travaux dirigés de langue vivante est obligatoire selon les mêmes modalités que les travaux dirigés classiques.

A l'exclusion des étudiants sous contrat d'alternance, les dispenses de TD et de régime spécial y compris pour les langues ne sont autorisées que dans les cas suivants :

- Sportifs de haut niveau sur présentation du justificatif du statut accordé par le département des activités sportives ;
- Raison médicale, sur indication écrite du médecin de prévention d'UT1 ;
- Les étudiants et les personnes en reprises d'études non financées exerçant une activité salariée à temps plein, $\frac{3}{4}$ temps ou $\frac{1}{4}$ temps, sur présentation du contrat de travail et du justificatif de non prise en charge du coût de formation pour les publics en reprises d'études ;
- Double cursus ;
- Etudiants chargés de famille.

Les changements de groupe de TD s'effectuent directement auprès de l'enseignant et sur présentation de justificatifs (contrat de travail indiquant des horaires, certificat médical, ...).

Professionalisation – Mission en entreprise

En formation initiale, l'étudiant doit effectuer un stage d'une durée minimale de deux mois à compter de début avril, ou mener à bien un projet tuteuré. Ce stage ou ce projet tuteuré a pour finalité de favoriser son insertion professionnelle en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences. Le stage fait l'objet d'une convention.

L'étudiant peut réaliser une autre expérience que le stage ou le projet tuteuré. Dans ce cas-là, cette expérience devra faire l'objet d'une convention pédagogique validée par le responsable pédagogique et pourra ainsi être prise en compte pour l'admission du diplôme.

Les expériences professionnelles pouvant se substituer au stage ou le projet tuteuré sont les suivantes : CDD/CDI, service civique, VIE (Volontariat International en Entreprise), VIA (Volontariat International en Administration), VTE (Volontariat territorial en Entreprise), rapport d'activités, projet de création d'entreprise.

En contrat d'alternance, l'alternant est accompagné par un tuteur universitaire et un tuteur entreprise chargés du suivi de l'alternant. Le suivi est réalisé par l'intermédiaire d'un livret d'alternance. Chacune des périodes d'alternance donnera lieu à un compte-rendu auprès des deux tuteurs.

A la fin du semestre 2, l'alternant fera une restitution écrite qui sera évaluée par le tuteur universitaire et le tuteur entreprise. Les modalités de restitution par l'étudiant et d'évaluation de la mission en entreprise seront précisées par le responsable du master.

Le SUIO-IP met en œuvre un module vie professionnelle qui se compose de temps d'information et d'accompagnement. Ce module permet également de valoriser l'engagement étudiant. L'objectif étant de faciliter l'insertion professionnelle.

Les modalités d'organisation de ce module sont détaillées en annexe.

Ainsi, à l'issue du semestre 2, chaque étudiant ayant suivi l'ensemble du programme pourra se voir attribuer au semestre 2 des points de bonification.

TITRE III - MODALITES DE CONTROLE DES CONNAISSANCES ET COMPETENCES**Organisation des examens**

Il existe une session d'examen initiale et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

Modalités d'évaluation de la session initiale

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

- ▶ par un contrôle continu pour les travaux dirigés,
- ▶ par un examen terminal à la fin de chaque semestre ou par du contrôle continu pour certaines matières

Contrôle continu :

- Le contrôle continu s'effectue lors des séances de travaux dirigés et lors de certains cours magistraux. Dans ce dernier cas, l'enseignant titulaire du cours informe les étudiants du choix de l'évaluation sous forme de contrôle continu le plus tôt possible et au plus tard une semaine après le début de ses cours.
- La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe.
- Les notes de travaux dirigés sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire du cours magistral.

Examen terminal :

- L'examen de chaque semestre comporte : une épreuve écrite anonyme d'une heure trente minimum à la fin de chaque semestre.
- Toutefois, à titre exceptionnel, pour les besoins du service, et à la demande du titulaire du cours, le Doyen de la Faculté peut décider qu'une épreuve orale remplace une épreuve écrite. Les étudiants en sont informés le plus tôt possible et au plus tard 1 mois après le début des cours.
Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0.
- Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 10

Modalités d'évaluation de la session de rattrapage

Il est organisé une session de rattrapage donnant aux étudiants la possibilité de valider les unités d'enseignement qui leur ont fait défaut sur les deux semestres.

Les matières évaluées uniquement en contrôle continu ne font pas l'objet d'une session de rattrapage.

Sont admis à se présenter en session de rattrapage les étudiants ayant obtenu une note de contrôle terminal en session initiale inférieure à 10/20.

Le candidat devra composer sur toutes les matières qu'il n'aura pas validées.

Les modalités de contrôle de la session de rattrapage sont identiques à celles de la session initiale.

ARTICLE 11

Prévention du plagiat / Charte des examens

Tout étudiant a la responsabilité de prendre connaissance et de respecter la Charte des examens en vigueur dans l'établissement.

ARTICLE 12

Bonifications

Les modalités de valorisation des bonifications et la liste des enseignements donnant lieu à bonification sont en annexe du présent arrêté.

La bonification est uniquement valable au titre de l'année universitaire en cours.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 13

Condition de validation des unités d'enseignement et des semestres

13.1 – Validation des unités d'enseignement

Les unités d'enseignement (UE) sont validées isolément ou par compensation :

► **Isolément :**

Une UE est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne (note d'examen + note de contrôle continu si la matière est enseignée en travaux dirigés).

► **Par compensation :**

La compensation joue entre les UE des différents blocs selon les modalités suivantes :

A – Principes de la compensation :

- 1) La compensation entre les UE des blocs autres que le bloc langue est de droit.
- 2) La compensation entre les UE des blocs autres que le bloc langue et l'UE du bloc langue est de droit lorsque l'étudiant obtient, à l'UE du bloc langue, une note moyenne égale ou supérieure à 8/20. Dans le cas contraire, la compensation n'est pas admise.
- 3) Les UE autres que celles de langues se compensent entre elles, même si l'étudiant obtient une note inférieure à 8/20 en langue.

B – Mise en œuvre de la compensation :

Lorsque la compensation est possible, le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des UE qui le composent plus, le cas échéant, des bonifications dues aux matières facultatives, soit un total de 340/680 points pour le semestre 3 et 260/520 points pour le semestre 4. Dans ce cas, les UE où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation. La validation du semestre 3 et 4 emporte respectivement l'acquisition de 34 et 26 crédits européens correspondants (ECTS).

Si la matière est obtenue par compensation, les ECTS correspondant à l'UE sont acquis.

Dans les UE non validées, les matières sont validées et capitalisées isolément dès lors que l'étudiant y obtient la moyenne.

Pour les matières non validées, l'étudiant ne conserve pas le bénéfice des notes obtenues aux épreuves si la matière prévoit un ensemble CM+TD.

13.2 – Validation des semestres

Les semestres sont validés isolément sans compensation. Il n'y a pas de compensation entre les 2 semestres.

Un semestre est définitivement acquis et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne et à condition que l'étudiant ait obtenu une note supérieure ou égale à 12/20 à l'UE 10.

ARTICLE 14

Conditions d'obtention d'une mention

La validation donne droit pour chacun des semestres à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99.
- ASSEZ BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99.
- BIEN : quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99.
- TRES BIEN : quand la note moyenne est au moins égale à 16.

ARTICLE 15

Délivrance du diplôme de master

Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 16

Mise en œuvre

La présente délibération annule et remplace les dispositions de la délibération n°CFVU-2021-03-AES-016 précitée.

Fait à Toulouse, le 28 septembre 2021

Hugues KENFACK



Le Président de la Commission de la Formation et de la
Vie Universitaire

PJ : Annexes

Annexe 1 : Maquette de l'année de formation

Annexe 2 : Compétences associées

Annexe 3 : Liste des bonifications proposées par la
composante dans le cadre de la formation

MASTER 2^{ème} ANNEE « Droit, Economie, Gestion » MENTION Administration Economique et Sociale
Parcours Gouvernance des Entreprises - SEMESTRE 3

				COURS MAGISTRAUX			TRAVAUX DIRIGES			REPARTITION POINTS		
SEMESTRE 3	Libellés des blocs de compétences	Enseignements	Crédits (ECTS)	Heures CM	Statut CM	Modalités d'évaluation CM	Heures TD	Statut TD	Modalités d'évaluation TD	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
Compétences transversales												
UE1	Usages avancés et spécialisés des outils numériques	Informatique	2		Obligatoire		20h	Obligatoire	Contrôle continu		40	40
UE2	Communication spécialisée pour le transfert des connaissances	Langue vivante 1	2		Obligatoire		18h	Obligatoire à choix	Contrôle continu		40	40
		Langue vivante 2	2		Obligatoire		18h	Obligatoire à choix	Contrôle continu		40	40
UE3	Appui à la transformation en contexte professionnel	Forums professionnels			Obligatoire		10h					
		Problématiques de développement durable	2	15h	Obligatoire	Contrôle terminal ou contrôle continu				40		40
		Sécurité et santé au travail	2		Obligatoire		15h	Obligatoire	Contrôle continu		40	40
UE4	Développement et intégration de savoirs hautement spécialisés	Séminaire de rentrée et de présentation du parcours			Obligatoire		6h	Obligatoire				
Compétences disciplinaires												
UE5	Assurer de manière optimale les risques affectant les personnes et la situation financière de l'entreprise	Fiscalité des entreprises	4	18h	Obligatoire	Contrôle terminal ou contrôle continu				80		80
UE6	Définir des stratégies en prenant en compte le contexte économique et social et ses évolutions	Innovation et transition numérique	4	15h	Obligatoire	Contrôle terminal ou contrôle continu				80		80
		Questions économiques	4	15h	Obligatoire	Contrôle terminal ou contrôle continu				80		80
Compétences de spécialité												
UE7	Assurer le développement de l'entreprise	Droit des obligations	4	18h	Obligatoire	Contrôle terminal ou contrôle continu				80		80
UE8	Gérer les ressources humaines de l'entreprise	Procédures collectives	4	18h	Obligatoire	Contrôle terminal ou contrôle continu				80		80
TOTAL semestre 3			30	99h			87h			440	160	600

MASTER 2^{ème} ANNEE « Droit, Economie, Gestion » MENTION Administration Economique et Sociale
Parcours Gouvernance des Entreprises - SEMESTRE 4

				COURS MAGISTRAUX			TRAVAUX DIRIGES			REPARTITION POINTS		
SEMESTRE 4	Libellés des blocs de compétences	Enseignements	Crédits (ECTS)	Heures CM	Statut CM	Modalités d'évaluation CM	Heures TD	Statut TD	Modalités d'évaluation TD	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
Compétences transversales												
UE9	Appui à la transformation en contexte professionnel	Responsabilité sociétale et environnementale	4	18h	Obligatoire	Contrôle continu				80		80
UE10	Développement et intégration de savoirs hautement spécialisés	Pour les étudiants en formation initiale : Projet tuteuré	8		à choix		100h	Optionnel	Projet		160	160
		OU Stage			à choix			Optionnel	Soutenance		160	160
		Pour les étudiants en alternance : Accompagnement mission en entreprise	8		Obligatoire		12h	Obligatoire	Rapport d'activité + soutenance		160	160
Compétences de spécialité												
UE11	Assurer le développement de l'entreprise	Marketing	4	18h	Obligatoire	Contrôle terminal ou contrôle continu				80		80
		Business Game	3	18h	Obligatoire	Contrôle terminal ou contrôle continu				60		60
UE12	Gérer les ressources humaines de l'entreprise	Droit du travail	4	18h	Obligatoire	Contrôle terminal ou contrôle continu				80		80
		Adaptabilité	3	18h	Obligatoire	Contrôle terminal ou contrôle continu				60		60
		Management de l'entreprise	4	18h	Obligatoire	Contrôle terminal ou contrôle continu				80		80
Bonification					Facultatif	2x2% du total des points du semestre						
TOTAL semestre 4			30	108h			112h			440	160	600
TOTAL ANNEE			60	207h			199h			880	320	1200

ANNEXE 2 – COMPÉTENCES ASSOCIÉES

ANNEE UNIVERSITAIRE 2021-2022

Master 2^{ème} ANNEE MASTER « Droit, Economie, Gestion » MENTION Administration Economique et Sociale Parcours Gouvernance Publique

TYPE COMPETENCES	BLOCS DE COMPETENCES	COMPETENCES ASSOCIEES	UE ASSOCIEES	ENSEIGNEMENTS ASSOCIES
Compétences transversales	Usage avancés et spécialisés des outils numériques	Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatiques pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe	UE1	Informatique
	Communication spécialisée pour le transfert des connaissances	Communiquer à des fins de formation ou de transfert des connaissances en langue étrangère	UE2	Anglais
				Espagnol
				Allemand
	Appui à la transformation en contexte professionnel	Gérer des contextes professionnels et/ou des études complexes. Analyser ses actions en situation professionnelle Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale et développer une politique de RSE	UE3	Forum professionnels Problématiques de développement durable Sécurité et Santé au travail
			UE9	Responsabilité sociétale et environnementale
	Développement et intégration de savoirs hautement spécialisés	Mobiliser et intégrer des nouveaux savoirs pour résoudre des problématiques	UE4	Séminaire de rentrée et de présentation du parcours
Mobiliser et intégrer des nouveaux savoirs pour résoudre des problématiques. Développer une conscience critique. Conduire une analyse réflexive. Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif		UE10	Projet tuteuré	
			Stage	
			Accompagnement projet	
Compétences disciplinaires	Assurer de manière optimale les risques affectant les personnes et la situation financière de l'entreprise	Identifier les conditions d'équilibre financier	UE5	Fiscalité des entreprises
	Définir des stratégies en prenant en compte le contexte économique et social et ses évolutions	S'adapter aux spécificités des structures et aux évolutions et enjeux de la vie économique et sociale	UE6	Innovation et transition numérique Questions économiques
Compétences de spécialités	Assurer le développement de l'entreprise	Sécuriser les affaires et un marché stable	UE7	Droit des obligations
		Formuler clairement le positionnement marketing de la structure et définir les cibles prioritaires	UE11	Marketing Business Game
	Gérer les ressources humaines de l'entreprise	Gérer une situation d'entreprise en difficulté Négocier et rédiger des actes juridiques (contrats et documents en droit social). Mettre en œuvre des mesures réglementaires liées au droit du travail (application du règlement intérieur, choix et mise en œuvre des contrats de travail dans le cadre des recrutements, organisation des licenciements etc...). Définir une organisation fonctionnelle permettant de réaliser les activités de l'entreprise et d'atteindre les objectifs	UE8	Procédures collectives
			UE12	Droit du travail
				Adaptabilité
		Management de l'entreprise		



ANNEXE 3 - BONIFICATIONS

ANNEE UNIVERSITAIRE 2021-2022

**MASTER 2^{ème} ANNEE « Droit, Economie, Gestion »
MENTION Administration Economique et Sociale
Parcours Gouvernance des Entreprises**

Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés ci-dessous :

Pour chaque semestre, un maximum de 2 bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 2 x 2% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation, un mois au plus tard après le début des activités.

La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours.

1 - Activité sportive (organisée dans le cadre du DAPS) (valorisation semestre 3 et ou 4)

2 - Participation à l'orchestre des étudiants de Toulouse (valorisation semestre 3 et ou 4)

3 - Participation au chœur des étudiants de Toulouse (valorisation semestre 3 et ou 4)

4 - Module Vie professionnelle

5 - Pratiques artistiques (valorisation semestre 3 et ou 4)

Ateliers de pratiques artistiques proposés et administrés par l'Espace Culturel, animés par des intervenants professionnels.

6 - Engagement citoyen

Conformément aux textes en vigueur :

La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

- Décret n° 2017-962 du 10 mai 2017 relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle ;

- Circulaire du 5 octobre 2017 relative à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur sous tutelle directe du ministère en charge de l'enseignement supérieur

Les engagements reconnus et pouvant donner droit à bonification sont les suivants : une activité militaire dans la réserve opérationnelle, un engagement de volontariat chez les sapeurs-pompiers, un engagement de volontariat dans les Armées. L'engagement doit durer au minimum 6 mois entre les mois de septembre à mars de l'année universitaire pour laquelle l'étudiant souhaite prétendre à la bonification.

La bonification est prise en compte pour le calcul de la moyenne générale du semestre pair de l'année en cours et ne peut être octroyée que trois fois au cours du cursus de l'étudiant (une fois en licence, une fois en master 1, une fois en master 2).